



# LES DOSSIERS

## DE VISA

# #13

avril 2024

Les votes en faveur de l'extrême droite dans les campagnes et les zones périurbaines ne cessent d'augmenter depuis plusieurs scrutins. À l'approche des élections européennes, VISA livre un état des lieux de cette évolution et propose une piste pour tenter d'enrayer ce cercle vicieux.

Les discours du FN / RN sur la ruralité et l'agriculture sont complètement creux, ils ne portent que sur la dénonciation de quelques vrais et surtout de faux problèmes, sans apporter la moindre solution. Pourtant, en surfant sur les inquiétudes réelles, et en créant des peurs irréelles, l'extrême droite continue de séduire.

Parallèlement, la crise agricole, en ce début 2024, met en avant la coordination rurale, un syndicat historiquement dirigé par des militants d'extrême droite. Le patron du syndicat dans le Lot-et-Garonne, Serge Bousquet-Cassagne, se vante d'être passé 18 fois en procès en 30 ans.

Le lendemain de l'accueil chahuté du président Macron à l'ouverture du salon de l'agriculture le samedi 24 février 2024, notamment par des « bonnets jaunes » de la Coordination Rurale, Jordan Bardella tête de liste du RN arpentaient les allées du salon.

# L'EXTRÊME DROITE

# ET L'IMPOSTURE RURALE



[WWW.VISA-ISA.ORG](http://WWW.VISA-ISA.ORG)



[ASSOVISABIS@GMAIL.COM](mailto:ASSOVISABIS@GMAIL.COM)



ASSOCIATION VISA



ADHERER A VISA  
S'ABONNER A LA NEWSLETTER  
AVOIR DES INFOS...  
VISITEZ NOTRE SITE !

Dans un reportage France Info du dimanche 25/02/24 Jean-Philippe Yon, président de la Coordination rurale de la Manche indiquait : « *Moi, en tant qu'agriculteur, je suis très content de le voir là* ». Son accueil dans les travées était particulièrement euphorique avec des « *Bardella, Président* » scandés et de nombreux selfies... Sur le plateau de la chaîne d'info publique, la vice-présidente du syndicat, Sophie Lenaerts, se défendait de « *faire de la politique* ». Mais en évoquant le président du RN, elle lâchait un « *Jordan* » amical avant de se reprendre en le nommant M. Bardella...

Rappelons que courant 2023, lors d'un déplacement à Marmande, la Secrétaire nationale des Verts, Marine Tondelier, avait été, elle, bloquée et largement insultée par des membres de la Coordination rurale. Elle avait porté plainte pour entraves concertées à la liberté de réunion et à la liberté de parole et avait qualifié la Coordination rurale de « *syndicat d'extrême droite* ».

Heureusement, la Confédération Paysanne et le MODEF font entendre d'autres voix en proposant un modèle agricole intégré dans les territoires, à la fois soucieux de l'environnement et de la qualité des produits. De plus, ils s'opposent fermement aux idées et aux impostures de l'extrême droite dans le monde rural.

Enfin, ce nouveau dossier de VISA reproduit la tribune unitaire publiée dans Libération le 1er février 2024, pendant le mouvement des agriculteurs, et signée par Sophie Binet, secrétaire générale de

la CGT, Laurence Marandola, porte-parole de la Confédération Paysanne, Murielle Guilbert et Simon Duteil, co-porte-paroles de Solidaires, Benoît Teste, secrétaire général de la FSU et Pierre Thomas, président du Modéf.

## **Une augmentation continue et inquiétante des votes FN / RN malgré la contribution des immigré.es dans les campagnes**

Au premier tour de l'élection présidentielle 2022, Marine Le Pen a réalisé ses meilleurs scores dans les campagnes. De ce fait, la tendance de fond déjà en marche en 2017 s'est confirmée cinq ans plus tard. La candidate du Rassemblement national termine en tête dans 20 036 communes, soit dans une extrême majorité de villages et de bourgs moyens.

À l'inverse, dans les plus grandes villes, Mme Le Pen divise son score par deux ou trois par rapport à sa moyenne nationale. L'isolement des gens et le manque de structures de sociabilité et d'éducation populaire y est forcément pour quelque chose.

« *Au cours des trente dernières années, le vote RN a augmenté dans les territoires ruraux et périurbains, notamment ceux en difficultés sociales, et s'est éloigné du cœur des métropoles. Il peut être présent dans certaines d'entre elles, comme dans le Sud-Est, mais cela reste marginal, décrypte le politologue Jérôme Fourquet. On peut corrélérer cela à la hausse du prix*

*de l'immobilier, à l'étalement urbain, aux dépenses contraintes, au prix des carburants. »*

Dans un ouvrage datant de 2017 *Le vote FN au village* - éditions du Croquant - une sociologue, Violaine Girard, décrypte des trajectoires de ménages populaires du périurbain suite à une étude de plusieurs années dans un village situé à une quarantaine de km de Lyon.

Elle y souligne une forme d'entre soi de la part de ménages moyens visant à se distinguer des plus modestes, alimenté par des manœuvres d'élu·es conservateurs et conservatrices de communes visant à exclure les populations étrangères de l'accès au parc locatif, en passant par les discours stigmatisant l'assistantat et les classes fragilisées urbaines des « cités ». Beaucoup des habitantes et habitants du village, socialement situé·es entre milieu relativement aisé et milieu plus populaire, cherchent à se distinguer des populations plus nécessiteuses.

L'étude présentée décrit également comment la commune assure, elle aussi, les solidarités envers les individu·es connu·es, veillant à maintenir les « indésirables » hors de cette entraide institutionnelle. Le maire s'évertuant à limiter la construction de logements sociaux pour répéter un discours « rassurant » pour protéger les villageois·es et villageois de l'arrivée de nouveaux et nouvelles habitant·es venu·es de Lyon, sur lesquelles pèse une lourde stigmatisation.

L'auteure relativise l'ampleur d'une vague FN qui déferlerait dans l'espace périur-

bain français mais l'analyse des derniers scrutins tenus dans le village montre une importante proportion de citoyen·nes et citoyens votant pour l'extrême-droite même si l'abstention s'élève.

Dans ses conclusions Violaine Girard précise que « *La sociologie électorale de la vallée est en effet durablement ancrée à droite. L'importance que les ouvriers de la vallée accordent au travail, leur implication morale dans l'entreprise, la rareté de l'emploi public périurbain, l'émiettement des structures productives et la valorisation de l'auto entrepreneuriat expliqueraient ainsi la préférence collective des électeurs pour la droite, qui parfois coexiste avec un vote frontiste certes notable, mais finalement profondément versatile. »*

À une échelle plus large, lors des dernières élections européennes, en 2019, on observe que le FN / RN est arrivé en tête dans près de 70 % des communes (24 163). Il avait maintenu ses scores dans ses bastions du Nord de la France, de l'Est et de la région Paca, et les avait augmentés dans les campagnes les plus éloignées des grandes métropoles.

D'après plusieurs études, il s'agit davantage d'un vote protestataire, de coups de colère, qu'un soutien aux thèses nationalistes et racistes. Les électeurs et électrices ont le sentiment que si la France se repliait un peu plus sur elle-même, ils et elles se porteraient mieux, on reviendrait à l'époque de la promotion sociale... Encore une preuve que l'absence de perspectives collectives est fortement nuisible dans l'isolement...

Mais ce sujet pointe indirectement le fait que les discours syndicaux portent très peu dans les campagnes, ce qui est en grande partie lié aux difficultés structurelles qu'ont les organisations syndicales à y être implantées.

L'une des solutions pourrait être l'élaboration et la diffusion de revendications communes aux syndicats de salarié·es et à ceux du monde agricole. Partagées avec des associations progressistes implantées dans les campagnes et aussi avec des organisations engagées dans la lutte pour l'environnement, ces revendications auraient le mérite de contrer les discours creux, opportunistes et chargés de haine du FN / RN.

Ces collectifs « Salarié·es, Paysan·nes, Citoyen·nes » porteraient un discours mélangeant le concret et l'espoir, loin des impostures de l'extrême droite sur l'immigration, celle-ci étant d'ailleurs très peu présente dans les campagnes, sauf parmi les salarié·es des plus gros exploitants agricoles et dans le secteur de l'aide aux personnes où l'activité des immigré·es est salvatrice !

Pour illustrer ce propos, la Fédération des particuliers employeurs (Fepem) de l'aide à domicile embauche depuis 2021 de plus en plus de personnes immigrées (qui constituaient déjà il y a 3 ans 15% de leurs effectifs) pour faire face aux 700 000 départs à la retraite prévus d'ici 2030.

L'agriculture, quant à elle, est l'un des secteurs d'emploi les plus faciles d'accès pour les migrants et migrantes. Dans une

Europe où des politiques de fermeture et de contrôle des frontières se mettent en place, et où se développent des phobies contre l'afflux migratoire, les migrants et migrantes constituent la grande majorité de la main-d'œuvre agricole.

Leur condition les rend vulnérables, les prive de certains droits et les marginalise.

Des recruteurs et exploitants agricoles peu scrupuleux, qui peinent à trouver des travailleurs nationaux suffisamment flexibles et dociles, profitent de cette vulnérabilité pour leur imposer des conditions de travail précaires et parfois dangereuses.

Par exemple, la proportion de saisonniers locaux et saisonnières locales dans l'agriculture drômoise est estimée par la profession à environ 60%, c'est-à-dire qu'il faut 40 % d'immigré·es aux employeur·ses privilégiant volontairement l'emploi de main d'œuvre étrangère pour les travaux saisonniers, notamment parmi les grandes et moyennes exploitations.

Dans le Sud-Ouest, ils seraient environ 7000 dans le Lot-et-Garonne, près de 2000 dans le département voisin des Landes. Certain·es sont logé·es chez leur employeur·se, ce qui les rend totalement invisibles, mais surtout flexibles et disponibles pour répondre aux besoins agricoles.

Mais, pour une partie de la population locale et des pouvoirs publics, les saisonniers et saisonnières ne sauraient dépasser leur fonction économique.

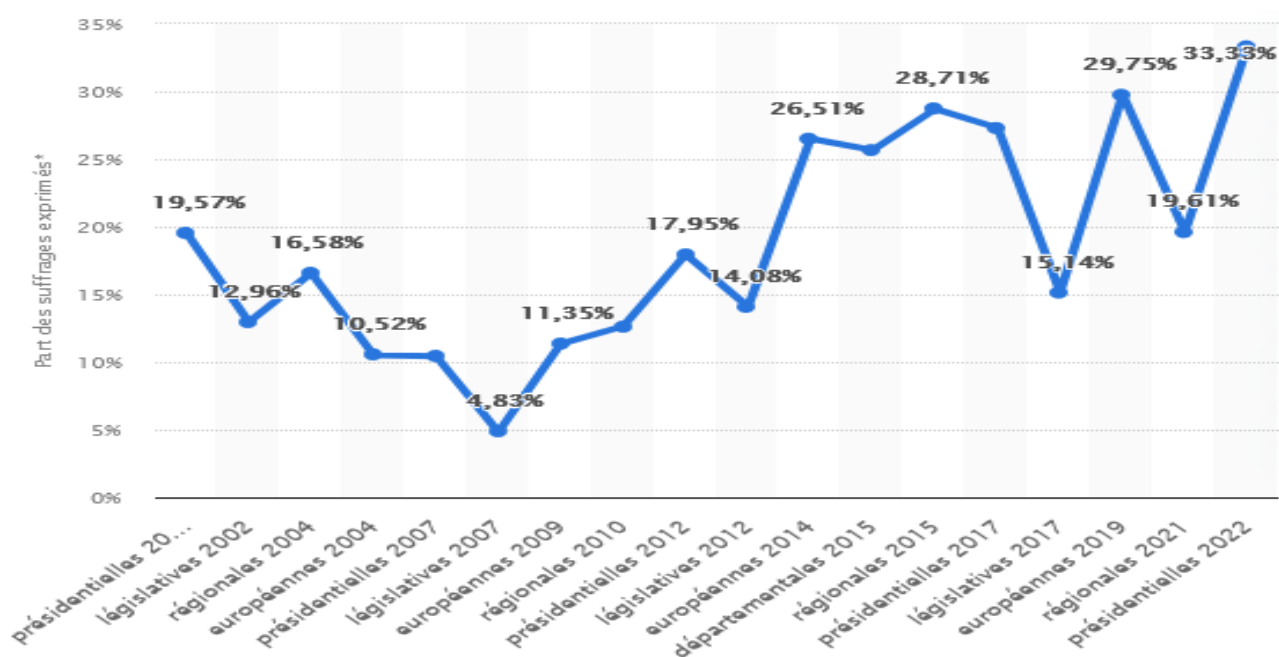
Leur présence n'est pas acceptée en dehors du lieu de travail : dans le médoc ou dans les Landes, les saisonniers et saisonnières deviennent « sales » et « bruyant-es » dès lors qu'ils et elles sont perceptibles dans l'espace public.

Source : Un dossier de la Confédération Paysanne

[http://www.confederationpaysanne.fr/site/s/1/articles/documents/migrants-brochure\\_conf-v2\\_compressed.pdf](http://www.confederationpaysanne.fr/site/s/1/articles/documents/migrants-brochure_conf-v2_compressed.pdf)

Pour ces deux métiers très présents par définition dans le monde rural, aide à la personne et travail agricole, l'immigré-e, c'est la solution, pas le problème !

### Part des suffrages exprimés obtenue par les partis d'extrême droite au premier tour des élections législatives, régionales, européennes et présidentielles en France de 2002 à 2022



© Statista

Ce tableau montre une relative faiblesse de l'extrême droite lors des élections législatives, même si celles de 2022 lui ont permis d'avoir un groupe parlementaire pour la première fois de son histoire.

Mais attention, le plus inquiétant sont ses scores en perpétuelle croissance aux élections européennes, près de 20 points de gagné entre 2004 et 2019.

Pourtant, l'extrême droite n'est pas une franche partisane de l'Union européenne, sauf pour participer, avec ses alliées du groupe Identité et Démocratie (76 euro-député-es dont celles et ceux de la Ligua de M Salvini), à des politiques régressives en matière de droits sociaux et de droits humains.

Il y a donc un sacré paradoxe dans ces votes, sauf à constater qu'il s'agit d'un scrutin « très personnalisé » où toute la propagande électorale se fait sur une tête de gondole et non sur un programme...

## **Un discours semé d'impostures sur l'agriculture**

L'agriculture est le sujet idéal pour un discours anti-européen, contre les « *dingos de Bruxelles* », dicit le FN / RN.

Alors qu'une mission d'information de l'Assemblée nationale sur « *la souveraineté alimentaire européenne* » va rendre son rapport préparé par Charles Sitzens-tuhl (Renaissance) et Rodrigo Arenas (La France insoumise), le groupe FN / RN a annoncé mardi 13 février 2024 que la commission d'enquête annuelle qu'il peut lancer grâce à son droit de tirage annuel au Palais-Bourbon sera consacrée aux « *raisons de la perte de souveraineté alimentaire de la France* ».

Encore un bel exemple d'opportunisme politique, à quelques mois des élections européennes, et en plein mouvement de colère des agriculteurs et agricultrices. Mais d'après le titre même, ce rapport sera sans nul doute plus orienté sur le passé (c'était mieux avant) que sur des propositions d'avenir.

Retour sur le programme 2022 de M Le Pen : des prix garantis pour les producteurs et productrices ; la préservation des terres agricoles ; le bien-être animal ; des étiquettes affichant l'origine des denrées ; 80 % de produits agricoles français dans les cantines ; un plan de soutien à l'agriculture biologique.

Sur l'agriculture, comme sur d'autres sujets, la technique du FN / RN est de cultiver sa capacité à « dire ce que les gens ont envie d'entendre » même si leur « programme » est truffé d'incohérences

et d'absences de propositions concrètes.

Exemple : Le FN / RN déclare vouloir protéger les terres agricoles, il dénonce l'artificialisation des sols et la bétonisation (en supprimant notamment les éoliennes), mais en même temps il combat le dispositif zéro artificialisation nette.

**L'imposture est flagrante, mais l'objectif du FN / RN est bien de combattre les défenseurs et défenseuses de l'environnement.**

Pour preuve, une déclaration de Julie Rechagneux, conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine depuis juin 2021, battue aux législatives 2022 dans la 4e circonscription girondine : « *Derrière cet objectif surréaliste (NDLR : le dispositif ZAN) se cache en réalité une idéologie écologiste déconnectée du réel dont la décroissance est le but véritable. Au sein des hémicycles régionaux, les élus du Rassemblement national continueront de dénoncer cette mesure inique.* »

Autre exemple, celui concernant la rémunération des agriculteurs et agricultrices. Le FN /RN réclame des prix garantis pour les producteurs et productrices et une intervention de l'État pour les protéger quand c'est nécessaire. Mais il refuse de demander des comptes à l'industrie agro-alimentaire, à la grande distribution, quand il y a des abus !

Jordan Bardella, qui soigne particulièrement ses relations avec les grandes entreprises, ne dit rien sur ce thème. Il préfère dénoncer à haute voix les accords de libre-échange, c'est plus porteur et surtout bien populiste. Mais comment sortir

du libre-échange selon le FN / RN ?

C'est simple : il suffit d'exporter beaucoup et d'importer le moins possible dans un monde où les céréaliers français continueraient d'exporter la moitié de leur production - la première d'Europe - et où il serait exigé que nos les pays concurrents gardent leurs marchandises.

Quel pays serait prêt à signer ce genre d'accord ? Et de plus, la logique agricole resterait celle du productivisme, au détriment de la polyculture et de l'environnement.

Mais cette question importe peu au FN / RN : Comment concilier la production, la protection des sols et le climat ? Quel nouveau modèle mettre en place ? Quelles transitions ? Sur ces sujet majeurs, le FN / RN n'a aucune proposition.

Pire encore, lors de sa visite au salon de l'agriculture 2024, J. Bardella s'en est pris violemment au Pacte vert pour l'Europe (Green deal, en anglais), et s'est opposé en particulier à la stratégie « De la ferme à la table », dont l'ambition est de réduire de 50 % l'usage des pesticides, de 20 % celui des engrais ou encore de parvenir à 25 % de surface en bio en 2030.

Ce genre d'agriculture ne plairait-elle pas à ses agri-électeurs-électrices ?

N'oublions pas que le FN / RN, dans son programme 2022, proposait et propose toujours la fin de l'interdiction de l'utilisation de produits phytosanitaires si aucune solution économiquement viable n'est possible.

Tout ceci montre bien que le programme du FN/RN est dans la droite ligne de la formule célèbre de Charles Pasqua : « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». C'est une caractéristique habituelle du fascisme qui, pour arriver au pouvoir, est prêt à tout promettre pour mieux trahir ensuite.

Enfin, rappelons que les député-es FN / RN sont majoritairement élu-es dans les territoires ruraux. Plusieurs élu-es du parti ont même fait visiter l'Assemblée nationale aux agriculteurs et agricultrices de la Coordination rurale jeudi 1er février...

## **La Coordination Rurale, un « syndicat » d'extrême droite**

C'est le deuxième syndicat agricole français, au coude à coude avec la Confédération paysanne, tous deux ayant obtenu environ 20 % des voix aux élections aux chambres d'agriculture en 2019, loin derrière le premier, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) qui totalise 55 % sur des listes communes avec le syndicat Jeunes agriculteurs.

En 2004, des membres de la Coordination Rurale du Lot-et-Garonne ont soutenu un agriculteur qui avait abattu deux inspecteurs du travail enquêtant sur les conditions de travail de ses saisonniers migrants.

Le syndicat avait placardé des affiches en bord de route : « *Non à l'inquisition !* »

En 2022, un membre de la CR a tenté de passer un militant du mouvement Bas-

sines non merci ! par-dessus la balustrade d'un pont, lors d'un rassemblement contre les méga bassines dans les Deux-Sèvres. Et deux mois plus tard, au salon de l'Agriculture, des militants qui animaient le stand de la Confédération paysanne ont été violemment pris à partie.

Si la coordination rurale n'hésite pas à recourir à la violence, elle n'hésite pas non plus à s'afficher avec des membres du FN / RN. Lorsque J. Bardella s'est rendu dans le Médoc au tout début de la gronde des agriculteurs, plusieurs membres de la Coordination rurale étaient à ses côtés.

**Ce syndicat est donc logiquement classé à l'extrême droite, il est réputé poujadiste, souverainiste, violent et anti écolos.**

Le leader du syndicat en Lot-et-Garonne, Serge Bousquet-Cassagne, dont le fils était candidat FN / RN aux dernières législatives a lui-même annoncé qu'il votera Jordan Bardella aux élections européennes. « *Comme tous les Français, je partage 80 % des idées du FN. Et, bien entendu, je soutiens mon fils, car c'est mon fils.* », a-t-il détaillé auprès de Libération. Et d'insister dans Le Parisien : « *C'est le dernier parti que nous n'avons pas essayé au pouvoir. Et, comme des millions de Français, nous nous préparons à les essayer* ».

De plus, plusieurs élu·es FN / RN sont déjà passé·es par la Coordination rurale comme Christophe Barthès (Aude) et Philippe Loiseau (ex-eurodéputé).

Et d'autres s'en inspirent : « *Autant je refuse que la CR soit une émanation du RN, autant je m'inspire de leur analyse* », expliquait au Parisien le député RN Grégoire de Fournas, le 31 janvier, reconnaissant des relations « professionnelles » entre les deux formations.

Au début de la crise agricole, les eurodéputé·es FN / RN ont même reçu au Parlement européen une délégation de ce syndicat. « *Notre position, c'est la défense des fermes familiales, qui nous conduit à être contre l'industrialisation de l'agriculture, et pour la préférence communautaire* », explique à Libération Véronique Le Floch, présidente de ce syndicat apprécié sur CNews, chaîne préférée de l'extrême droite.

Cette même V. Le Floch, citée par *Mediapart* fin janvier, a même admis qu'« *on avancerait peut-être davantage* » si tout le monde avait les idées de Jordan Bardella. CQFD...

## **La Confédération Paysanne, une voix d'espoir !**

VISA a réalisé une interview de la porte-parole nationale de la Confédération Paysanne, Laurence Marandola, paysanne installée en Ariège (Occitanie) en montagne sur une ferme diversifiée en élevage de lamas, plantes aromatiques et médicinales (cueillette et cultures) et jus de pomme ... loin du « modèle » agro-industriel et capitaliste du président du principal syndicat agricole en France.

**VISA :** Bonjour Laurence, peux-tu nous présenter en quelques mots la spécificité



de la Confédération Paysanne ?

**Laurence Marandola :** *Bonjour. Si je devais résumer notre projet syndical en 2 mots, je dirais : agriculture paysanne, solidarité et partage.*

*J'ajoute que le modèle de production agricole que nous défendons intègre toutes les dimensions sociales, agronomiques et environnementales avec un objectif de proposer une réelle alternative au modèle d'agriculture industrielle qui est dominant aujourd'hui en France. Les paysans et paysannes ont une mission qu'ils sont les seuls à pouvoir remplir : nourrir les femmes et les hommes. Leur travail a une valeur et doit leur assurer un revenu juste. C'est pour cela que nous disons que nous voulons maintenir des exploitations agricoles nombreuses et diversifiées car l'apport des paysans au dynamisme et à la gestion de nos territoires ruraux doit être pleinement reconnu.*

*Enfin nous nous définissons comme un syndicat engagé pour une agriculture paysanne et dans la défense des droits de tous les travailleurs et travailleuses de l'agriculture notamment en ce qui concerne la retraite et la protection sociale donc loin de la caricature d'un syndicat de patrons !*

*La Conf' est intégrée au mouvement social et compte de nombreux partenaires tant syndicaux qu'associatifs avec qui elle travaille aux questions sociales, d'environnement et de société. Elle y apporte une parole essentielle : celle des paysannes et des paysans.*

**VISA :** Cette valeur de solidarité on la retrouve dans une dimension internationale voire internationaliste ?

**LM :** *Oui bien évidemment ! La Confédération Paysanne est membre fondateur de la Coordination européenne Via Campesina et de son réseau international de la Via Campesina composée de 182 organisations paysannes de 81 pays. Cela nous permet de contribuer à des luttes paysannes tout autour du monde pour combattre le modèle mortifère de l'OMC, les accords de libre-échange, ainsi que les politiques européennes visant à détruire nos systèmes alimentaires et à renforcer la domination du système capitaliste.*

**VISA :** Venons-en à cette actualité en ce début d'année 2024 avec des manifestations importantes qui ont eu lieu avec une présence accrue de l'extrême droite se présentant comme seule défenseuse de la ruralité ! Comment analysez-vous cette séquence ?

**LM :** *Tout d'abord je pense qu'il faut rappeler que ce terme de « ruralité » est apparu depuis moins de trente ans dans les discours. Pour nous à la Confédération la notion de ruralité au singulier efface les réalités de territoires habités par des femmes et des hommes qui construisent et inventent de façon énergique le vivre ensemble. Alors qu'en réalité les ruralités sont multiples et ne sont pas coupées du monde, contrairement à ce que la vieille opposition ville/campagne laisse entendre.*

*En revanche, elles témoignent par les difficultés réelles qu'elles affrontent, d'un modèle de mondialisation capitaliste qui vise à faire des perdant·es et des gagnant·es, en délimitant celles et ceux qui sont dans le centre tourbillonnant des « avancées », et celles et ceux qui sont éjecté·es en marge de cette « crois-*

sance ». Cette situation des habitant·es des campagnes est une réalité commune avec d'autres populations comme celles des « banlieues », mais aussi des pays du Sud, dont beaucoup connaissent des exils forcés.

Nous sommes bien placé·es en tant que paysan·nes pour savoir que les campagnes ne sont pas des lieux idylliques et que les conflits, notamment concernant les activités agricoles, sont nombreux. Nous constatons et dénonçons le manque de services publics en zones rurales.

Tandis que l'extrême droite se saisit des traditions pour mythifier la campagne et maintenir de prétendues racines nationales, nous affirmons au contraire que faire vivre les traditions ne revient pas à garder un tas de cendres, mais à entretenir les flammes de vies multiples et accueillantes.

**VISA :** Et vous avez aussi rappelé à l'occasion de cette mobilisation, qui prenait essor après les manifestations contre la Loi Asile Immigration, l'importance des travailleurs et travailleuses migrant·es dans votre secteur.

**LM :** L'histoire des territoires ruraux est faite de flux et d'accueil de personnes venues d'horizons différents. Cette réalité n'a pas changé. Qu'iels soient motivé·es par la recherche d'un logement à moindre coût, d'une reconnexion avec la nature ou porteur·ses de projets paysans tournés vers le défi alimentaire local, toutes et tous ont leur place dans nos ruralités.

Alors que tant de secteurs d'activité sont en recherche de main d'œuvre, dont l'agriculture, il faut cesser d'instrumentaliser les travailleur·ses im-

migré·es. Pour la Confédération paysanne, qui œuvre depuis des années auprès des saisonniers et saisonnières migrant·es, métier « en tension » ne signifie pas « emploi au rabais ».

Nous devons lutter ensemble pour le respect du contrat social et de nos droits avec en ligne de mire le capitalisme libéral et les jeux de connivence entre les lobbies et les pouvoirs politiques. Nous luttons contre toutes les tentatives de précarisation et exploitation des travailleurs, travailleuses, saisonnières et saisonniers. Ne nous trompons pas d'ennemi·es, il en va de notre humanité !

Nous affirmons aussi que l'avenir de nos fermes, de nos villages et de notre alimentation passera par l'hospitalité et l'accueil de nouvelles personnes, notamment venues des zones urbaines et aussi d'autres pays. Des paysan·nes nombreux·ses font partie de cette alchimie en tant que composante systémique de la campagne.

Dans une tribune de février dernier « Revaloriser le travail pour répondre à la crise agricole » que j'ai cosigné pour la Confédération paysanne avec le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux), la CGT, la FSU et Solidaires, nous expliquions notamment que **« La mise en opposition du social et de l'environnemental est l'impasse sur laquelle prospèrent l'extrême droite et les politiques néolibérales. Comment la dépasser et traiter l'urgence sociale et écologique de front et ensemble ? En ayant enfin le courage de s'attaquer au capital ! »**

**« Penser les ruralités, faire vivre les solidarités ». Pas une voix pour l'extrême droite !**

***Et pour compléter ce dossier, voici deux communiqués d'un autre syndicat agricole, le MODEF***

***Avril 2017***

## **Résistons a la montée de l'extrême droite**

La crise agricole du capitalisme prend les formes d'une crise de civilisation. Cette crise se traduit dans le monde paysan par une régression culturelle en termes de valeurs, le retour d'une vision fondamentaliste du religieux et des morales conservatrices, parfois liberticides (sexisme, homophobie, racisme et xénophobie). Tout cela provoque de véritables fractures sociales.

La candidate du FN vient demain en meeting en Haute-Vienne sur l'exploitation agricole d'un responsable régional de la FNSEA. Le MODEF est scandalisé par la venue de cette personne d'extrême droite dans notre région Limousin, qui, chacun le sait, s'est opposé à la barbarie et à payer un lourd tribut pour ses faits de résistance.

Le MODEF s'oppose à la sortie de l'Europe et à la soi-disant nationalisation de la Politique Agricole Commune prônée par cette candidate n'ayant que pour principal argument la démagogie qui colle aux personnages de sa PME familiale.

L'europanisation des productions fait que leur équilibre repose sur les échanges commerciaux entre les pays partenaires et permet de mieux réguler

les volumes de production. Le FN dans son discours d'extrême droite trompe les paysans et les exploitants familiaux.

Pour le MODEF, il faut rebâtir un nouveau pacte agricole et alimentaire avec les 500 millions d'Européens. Il doit être fondé sur les points suivants :

- La garantie des revenus et du niveau de vie de l'ensemble des agriculteurs européens, seul gage du maintien et de la croissance de l'emploi agricole sur tous les territoires;
- La montée en qualité de l'ensemble des productions européennes et de fait la pleine maîtrise de notre souveraineté alimentaire.
- La garantie des prix d'achat aux producteurs doit retrouver une nouvelle force, alors qu'une mondialisation libérale pousse à une concurrence déloyale et faussée par tous les dumpings sociaux, environnementaux et commerciaux.
- Le coefficient multiplicateur doit s'appliquer à l'échelle européenne pour toutes les filières dans le but d'équilibrer la répartition de la plus-value de la production agricole.
- Le MODEF participera au rassemblement de la Confédération Paysanne ce jeudi 13 avril à Pageas en Haute-Vienne vers 16h45 sur la Place de l'Eglise à Pageas.

**Mars 2024**

## **Journée internationale des droits des femmes : rendons hommage aux femmes de la terre**

Aujourd'hui, vendredi 8 mars, à l'occasion de la Journée Internationale des droits des femmes, le MODEF rend hommage aux femmes qui depuis des siècles ont subi une domination exclusivement masculine.

Pourtant, elles ont su montrer force et détermination dans certaines périodes de notre histoire. Elles ont, dans des épisodes de crises, notamment pendant les guerres, remplacé les hommes dans les travaux à l'usine et dans les fermes.

Dans les fermes justement, où nos mères et nos grand-mères ont accompli des tâches les plus difficiles avec dignité et courage.

Malgré tous les efforts, certaines se retrouvent dans des situations précaires du fait qu'elles reçoivent des pensions de misère. Le MODEF exige une retraite décente à hauteur du SMIC net pour toutes les femmes.

Et puis, comment ne pas s'indigner des témoignages de dizaines de femmes abusées par des personnalités. En effet, ces prédateurs qui sous couvert d'une notoriété médiatique, se permettent de reléguer les femmes au titre de simples objets sexuels pour assouvir leurs désirs abjects.

Enfin, ce lundi 4 mars 2024, date historique pour notre pays, puisque le Con-

grès, réuni à Versailles, a voté l'inscription dans la constitution, du Droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG).

Si cette liberté des femmes à disposer de leur corps est un droit acquis et irréversible pour la France, elle ne l'est pas pour bon nombre de pays où l'influence d'intégristes réactionnaires voudraient refaire basculer la vie des femmes dans des temps moyenâgeux.

Le MODEF appelle les paysans à rejoindre les cortèges des manifestations pour améliorer les conditions féminines notamment la prise en charge à 100 % des congés des agricultrices et des agriculteurs à 25 jours, l'égalité entre les femmes et les hommes et la création d'un service de remplacement public pour le congé maternité, la maladie et accident de travail.

***Enfin, VISA reproduit la tribune unitaire publiée dans Libération le 1er février 2024, pendant le mouvement des agriculteurs, avec le titre "Non au vol du travail des agriculteurs et des salariés par les multinationales"***

## **Revaloriser le travail pour répondre à la crise agricole**

La mobilisation du monde agricole met en lumière un scandale.

D'un côté, de plus en plus de paysans et de paysannes ne vivent plus de leur travail.

De l'autre, les prix de l'alimentation explosent et les salariés sont toujours plus nombreux à être en difficulté pour manger correctement.

Pourquoi ? Parce que les richesses sont captées par la finance, les multinationales de l'agroalimentaire et par la grande distribution dont les marges atteignent des records. Ce sont les mêmes, les patrons de l'agroalimentaire et les patrons de la grande distribution, qui s'allient pour tirer vers le bas la rémunération des agriculteurs et qui exploitent leurs salariés. Les causes du malaise sont les mêmes, les revendications se rejoignent : vivre dignement de notre métier. Nous appelons les salariés et les paysans à s'unir pour mettre fin au vol de leur travail par les multinationales et par les actionnaires.

Le mouvement des agriculteurs et agricultrices en colère doit permettre une revalorisation du travail.

Rappelons-nous : durant le Covid, les métiers d'utilité publique ont été applaudis : paysan·nes, personnel soignant, éboueurs, routiers, caissières, enseignants.

Où en sommes-nous aujourd'hui pour ces travailleuses et travailleurs ? Toujours plus de difficultés à se loger, se nourrir, vivre correctement ! Sans parler d'une réforme des retraites injuste et inique, pour laquelle les paysannes et paysans se sont mobilisés aux côtés des salariés en ravitaillant avec les produits des fermes pour « nourrir la lutte ».

Le débat public autour des conditions de travail et le niveau de rémunération des agriculteurs et agricultrices doit permettre de réorienter les politiques publiques au service de l'intérêt général et des travailleuses et travailleurs de la terre. S'il n'y a pas de paysannes et de paysans au travail, il n'y a pas de nourriture dans les assiettes. Point barre.

***Ces hommes et ces femmes qui se lèvent jour après jour, prennent soin de la terre et des animaux, sont indispensables à toutes et tous pour pouvoir effectuer les activités individuelles ou collectives de la vie courante.***

Et au fond tout le monde le sait bien... Pourtant, une partie significative des agriculteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté, endettés et dépendants d'un système économique inhumain.

Quant aux ouvriers agricoles et aux saisonniers, ils et elles cumulent précarité, bas salaires et pénibilité. Le monde paysan est en quelque sorte « à part » tant les

droits sociaux octroyés à cette profession sont faméliques : pas de droit au repos, retraites misérables en particulier pour les paysannes, recul des services publics dramatique dans nos campagnes... Un scandale !

La seule réponse qui leur est apportée est la course au gigantisme.

Pour tenter d'avoir un revenu digne, il faut produire toujours plus, s'agrandir, et s'endetter. Ainsi les agriculteurs se retrouvent dépendants voire pieds et poings liés vis-à-vis de l'agrobusiness et on transforme les paysans en « agrimanagers » avec une logique de patrons.

Sommes-nous prêts à voir le monde agricole continuer à périr sous nos yeux pour au final délocaliser la ferme France ? Depuis cinquante ans, la superficie des exploitations a été multipliée par quatre et le nombre de paysans a été divisé par quatre. Quel est l'intérêt de cette course au gigantisme ? Quel est le sens de forcer les agriculteurs français à produire toujours plus pour inonder les pays émergents de poulets de batterie et de lait en poudre ?

L'histoire a démarré avec cette logique de libéralisation prônée par l'OMC. L'industrie française n'a pas pu résister contre le moins-disant social et environnemental. L'usine France a été délocalisée. Le monde ouvrier en a fait les frais. Et les paysans ont déjà payé un lourd tribut. Il est temps d'engager une rupture avec le dogme du libre-échange qui asphyxie le système agricole et alimentaire et le monde paysan, qui met en compéti-

tion les travailleuses et travailleurs du monde entier et tire les droits sociaux et environnementaux vers le bas.

*La réponse à la mobilisation passe par la reconnaissance du travail et par la fin de la marchandisation de l'agriculture.*

Il faut imposer un prix minimum pour protéger les paysans face aux multinationales. Il est temps de conditionner l'entrée des matières premières et des marchandises sur le marché européen au respect de normes environnementales et sociales. Il est temps d'harmoniser vers le haut en Europe les droits sociaux et environnementaux.

Au lieu de cela, pour ne surtout pas remettre en cause les rentes de l'agro-industrie, gouvernement et grands patrons agricoles dévient le débat sur les normes environnementales. Les remettre en cause serait une dramatique régression. Les agriculteurs et agricultrices ont par leur travail un impact direct sur la moitié de la surface du territoire français, sur notre santé, notre alimentation, notre eau, bref sur notre quotidien. Touchés de plein fouet par la multiplication des catastrophes naturelles, ils et elles payent aussi la pollution au prix fort : les cancers sont la première cause de mortalité chez les agriculteurs et les agricultrices.

À l'image des ouvriers de l'automobile qui subissent la délocalisation de leur industrie au prétexte de la transformation environnementale, les agriculteurs se heurtent à la multiplication des normes environnementales vécues comme autant de bâtons dans les roues alors que le

quotidien est déjà difficile. La mise en opposition du social et de l'environnemental est l'impasse sur laquelle prospèrent l'extrême droite et les politiques néo libérales. Comment la dépasser et traiter l'urgence sociale et écologique de front et ensemble ? En ayant enfin le courage de s'attaquer au capital !

*De plus en plus de Français et de Françaises aspirent à manger une nourriture de qualité mais n'en ont pas les moyens.*

De plus en plus de paysans aspirent à transformer leur façon de produire en adoptant des pratiques agro écologiques mais ne disposent pas du soutien suffisant pour réaliser cette transition coûteuse.

Augmentons les salaires et revalorisons le travail, remettons à plat la répartition des subventions et révisons en profondeur le modèle agricole, voilà les chantiers qu'il faut ouvrir pour permettre à chacune et chacun de vivre de son travail et de consommer une alimentation de qualité produite en proximité !

**Les signataires de la tribune :**

- **Laurence Marandola, porte-parole de la Confédération Paysanne**
- **Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT**
- **Murielle Guilbert et Simon Duteil, co-porte-paroles de Solidaires**
- **Benoit Teste, secrétaire général de la FSU**
- **Pierre Thomas, président du Modef**



*Manifestation unitaire antifasciste à Béziers, 23/04/24*

# RETROUVER L'ENSEMBLE DES DOSSIERS VISA SUR LE SITE INTERNET

**Les Dossiers de VISA #1**  
septembre 2015

Quelles que soient les positions syndicales sur les dernières lois Macron et Rebsamen, nous pouvons nous accorder pour affirmer qu'elles vont changer de manière importante le quotidien des salarié-e-s et de leurs représentants.

VISA se devait de scruter le positionnement de l'extrême droite sur ces deux lois : en effet, le FN, qui se revendique comme le « premier » parti dans les classes populaires, publie quasi toutes les semaines des communiqués de presse pour dénoncer les suppressions d'emploi, la précarité, le chômage galopant, etc...

**FN et Lois Macron / Rebsamen**  
**OPPOSITION DE FACADE SUR FOND NATIONALISTE**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #2**  
janvier 2017

Le 22 septembre dernier le collectif enseignant du Rassemblement Bleu Marine, lié au Front National, aidé du collectif étudiant Marianne membre du même rassemblement, a organisé sa « convention présidentielle de Marine Le Pen ».

Qui sont-ils et que représentent-ils ? Issu, comme on pouvait s'y attendre, des territoires conquis par le Front, le grand nord et le grand Sud, ce petit groupe est assez hétéroclite. Mais un regard plus détaillé permet de pointer des caractéristiques qui peuvent être intéressantes pour la suite.

**FN ET ECOLE**  
**ANALYSE DES 100 PROPOSITIONS DU COLLECTIF RACINE**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #3**  
août 2017

Bien moins que ce qu'ils espéraient, mais bien plus que lors de la législature précédente, c'est finalement huit députés FN ou assimilés qui siègent maintenant à l'Assemblée Nationale.

Qui sont-ils et que représentent-ils ? Issu, comme on pouvait s'y attendre, des territoires conquis par le Front, le grand nord et le grand Sud, ce petit groupe est assez hétéroclite. Mais un regard plus détaillé permet de pointer des caractéristiques qui peuvent être intéressantes pour la suite.

**LES NOUVEAUX DEPUTES DU FN**  
**PARCOURS ET DISCOURS**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #4**  
mai 2018

Après deux mois de silence radio total sur la question du changement du nom de la « bête », le FN est revenu sur ce thème, le 3 mai 2018.

Les choses se concrétisent maintenant : depuis le mercredi 09 mai, les + 45.000 adhérents à jour de cotisation + selon la direction (soit mille huit cents) mais les chiffres officiels gonflés, et moins aussi que les 51.000 en droit de voter avant le congrès de mars 2018) sont désormais consultés. Ils et elles auront jusqu'à 31 mai pour dire/ils et elles acceptent le nouveau nom proposé par la direction : « Rassemblement national ».

Marine Le Pen annoncera le résultat le 1er juin prochain.

**ANALYSE DES DISCOURS ET POSITIONS DU FN**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #5**  
décembre 2018

L'objectif de ce dossier est d'informer les militants syndicaux et du mouvement social sur les projets de manipulation visant à récupérer et dénaturer le mouvement des « gilets jaunes ».

Nous voulons éclairer les méthodes employées par les différentes « factions » de l'extrême droite, qu'elles soient institutionnelles comme, entre autres, le Rassemblement National (RN) et Debout la France (DLF), ou groupuscules avec des références assumées à l'idéologie fasciste et antidémocratique (Identitaires, GUID, royalistes...). Lorsque l'extrême droite réussit à infiltrer localement le mouvement des « gilets jaunes », le danger et les dérives qui en découlent constituent un danger mortel pour les mobilisations d'aujourd'hui et à venir.

**CES GILETS BRUNS QUI POLLUENT LES GILETS JAUNES**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #6**  
février 2020

Ce sixième dossier de VISA compile tous les actes idéologiques de l'extrême droite contre l'école publique, contre les écoliers et leurs parents dès qu'elle occupe le pouvoir dans une mairie.

**LES MEFAITS DES MAIRIES RN**  
**CONTRE L'ECOLE**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #7**  
avril 2020

L'extrême droite est interpellée par les enjeux de la période actuelle nouvelle, et tente de construire ses réponses. Après avoir tenté d'utiliser les élections municipales comme un tremplin, l'extrême droite tente maintenant de répondre à l'urgence des crises en cours : sanitaire, mais aussi économique et sociale.

VISA a décrypté les résultats obtenus par le RN le 15 mars et analysé les prises de position du parti fasciste depuis le début de l'épidémie du Covid-19. Dans le même temps, VISA a débusqué des candidats RN se déclarant être militants syndicaux...

**RN, municipales et crise sanitaire**  
**LA PESTE BRUNE EST TOUJOURS NUISIBLE**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #8**  
février 2021

Le sujet des vaccins est sur toutes les lèvres en ce moment. Pour, contre, mitigé, attentiste, tout le monde y a de son avis et de son ressenti, mais en s'éloignant petit à petit des graves problèmes économiques et sociaux provoqués par la pandémie, sa gestion et ses conséquences.

S'il n'est évidemment pas du ressort de VISA de donner son avis sur la vaccination anti-Covid, les gestaculations des comploteurs et l'opportunisme du RN sur ce sujet nous poussent néanmoins à nous exprimer :

**CONTRE LES VIRUS DE L'EXTRÊME DROITE**  
**VISA DEVELOPPE SON VACCIN AntiRN**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**LES DOSSIERS DE VISA #9**  
mai 2021

**TRIBUNE DES GENERAUX, LE DANGER FASCISTE GRANDIT**

**TRIBUNE DES GENERAUX, ILS PARLENT, MAIS LES COMBATTANTS**

**EXTRAIT DES FAITS ET MEFAITS DE L'EXTRÊME DROITE DANS LE 34**

**LE RASSEMBLEMENT NATIONAL DANS LES CASERNES**

**TRIBUNE DES GENERAUX**  
**LE DANGER FASCISTE GRANDIT !**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**LES DOSSIERS DE VISA #10**  
septembre 2021

Avec l'éventualité d'une candidature d'Eric Zemmour au prochain scrutin présidentiel, il apparaît possible (mais pas encore certain) que l'extrême droite française ait plusieurs expressions électorales différentes voire concurrentes (RN, Les Patriotes, Debout la France).

**Extrême droite : Divisions ? ... ou division des tâches ?**

**Échec aux élections régionales et départementales et candidatures fascistes multiples pour 2022**

Le RN en difficulté va montrer les crocs lors d'une année de tous les dangers !

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**LES DOSSIERS DE VISA #11**  
septembre 2021

Depuis bientôt deux ans, la pandémie de la Covid 19 frappe l'ensemble de la population planétaire, imposant mesures de confinements, de restriction des déplacements, mesure de surveillance exceptionnelle de la santé des populations et des individus, de restrictions des libertés pour limiter hospitalisations et surtout les décès. La grippe espagnole de 1918 à 1919, dans le contexte de la première guerre mondiale, a tué entre 50 et 100 millions de personnes. Il n'y avait à cette époque ni vaccin, ni gestes barrières, ni confinements, peu de masques.

**EN FINIR AVEC LA PANDEMIE**  
**COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE, LE RACISME ET L'ANTISEMITISME**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**LES DOSSIERS DE VISA #12**  
décembre 2023

Il y a un peu plus d'un an, le 22 octobre 2022 pour la première fois depuis Mussolini, une leader d'extrême droite prétendait et prenait le pouvoir en Italie.

**DE L'ITALIE DE MELONI**  
**A LA FRANCE DE LE PEN**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**WWW.VISA-ISA.ORG**

**ASSOVISABIS@GMAIL.COM**

**ASSOCIATION VISA**

**ADHERER A VISA S'ABONNER A LA NEWSLETTER AVOIR DES INFOS... VISITEZ NOTRE SITE !**